

Institut français des relations internationales

ifri

ramses

2019

Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies

Sous la direction de Thierry de Montbrial et Dominique David

Avec 8 vidéos

DUNOD

Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales

Venezuela : Nicolás Maduro à la tête d'un pays en crise

Une crise politique, économique et sociale

Hugo Chavez a échoué à diversifier les sources de revenu du pays, qui a subi de plein fouet l'effondrement des cours de l'or noir. À la crise économique et monétaire s'est jointe une crise politique, avec la contestation de la légitimité du gouvernement. La crise sociale est dramatique, entraînant un véritable exode de la population.

Depuis la mort d'Hugo Chávez en 2013, le Venezuela s'enfonce dans une crise d'une intensité inédite. Détenant les premières réserves pétrolières mondiales, le pays vit la fin du cycle d'abondance propre à une économie rentière. L'effondrement économique se double d'une crise politique aiguë, qui devient le théâtre des projections géopolitiques des grandes puissances de la planète. Si Nicolás Maduro se maintient au pouvoir au prix d'une dérive autoritaire, les conditions de vie de la population sont de plus en plus critiques.

Nicolás Maduro se maintient au pouvoir

L'élection présidentielle du 20 mai 2017 a vu la victoire du président Nicolás Maduro avec 67,7 % des suffrages exprimés contre 21,2 % à son principal opposant Henri Falcón, avec une abstention record de 53,9 %. Le scrutin lui accorde un nouveau mandat de six ans dans un pays qui s'enfonce dans la crise. Cette élection s'est déroulée en dépit du boycott des quatre principaux partis d'opposition, jugeant que les conditions du scrutin n'étaient pas transparentes (anticipation en mai du scrutin initialement prévu en décembre, invalidation de plusieurs candidats d'opposition, renouvellement partiel du registre électoral excluant des centaines de milliers de Vénézuéliens désormais à l'étranger...).

Ce scrutin constitue le énième épisode d'une crise politique aiguë ouverte depuis décembre 2015, date à laquelle l'opposition a emporté une majorité qualifiée des deux tiers aux législatives. La nouvelle Assemblée nationale devait être dépossédée de ses prérogatives sur la base de l'élection litigieuse de trois députés. L'opposition demande alors la convocation d'un référendum révocatoire contre Nicolás Maduro. Sa mise en œuvre est systématiquement retardée, puis de fait suspendue par les instances électorales favorables à l'exécutif.

La crise politique s'est encore aggravée au printemps 2017 après publication d'un arrêt du Tribunal suprême de justice, acquis à Nicolás Maduro, entérinant la dépossession de l'Assemblée nationale de ses prérogatives et levant l'immunité des parlementaires – le texte a été retiré au bout de deux jours. Cette décision est le point de départ d'un cycle de manifestations et de violences d'avril à juillet 2017 causant la mort de 124 personnes : 73 incomberaient à la responsabilité de forces pro-gouvernementales et 28 à des opposants.

Crise de légitimité du gouvernement, impuissance de l'opposition

Nicolás Maduro convoque une Assemblée nationale constituante le 30 juillet 2017, dans un scrutin boycotté par l'opposition. En octobre, des élections régionales, retardées, sont finalement organisées et remportées, à la surprise générale, par la majorité présidentielle dans 18 États sur 23. Plusieurs facteurs pourraient expliquer ce résultat : des soupçons de fraudes (documentées par l'opposition dans un seul État), des irrégularités (changement de bureau de vote quelques heures avant le scrutin, invalidation de candidatures chavistes dissidentes, etc.), et surtout une démobilisation de l'opposition, divisée entre tenants d'une ligne conciliante, participant aux échéances électorales, et défenseurs d'une stratégie insurrectionnelle, s'abstenant lors des scrutins pour les délégitimer.

Dans les cinq États remportés par l'opposition, quatre gouverneurs ont accepté de prêter serment devant l'Assemblée nationale constituante, et ont été qualifiés de « traîtres » par plusieurs dirigeants de l'opposition. Le dernier ayant refusé cette formalité, de nouvelles élections ont eu lieu, remportées par le candidat gouvernemental. L'incapacité de l'opposition à capitaliser électoralement sur le mécontentement et les manipulations du gouvernement a conduit les trois principaux partis hostiles à ce dernier à boycotter les élections municipales de décembre 2017. Dans cette conjoncture, la majorité présidentielle a emporté 308 municipalités sur les 335.

Si Nicolás Maduro a pu préserver son pouvoir grâce à l'appui indéfectible de l'armée et des autres institutions étatiques, la dérive autoritaire de son gouvernement s'aggrave mois après mois. Quant à l'opposition, elle a échoué à constituer un projet convainquant et est très divisée en stratégies inconciliables à l'égard du gouvernement.

Un effondrement économique sans précédent

En dépit de l'ampleur de la crise politique, l'élection présidentielle n'a pas été au cœur des attentions de la population. Son principal sujet de préoccupation réside dans l'approvisionnement en nourriture et médicaments. Les « missions » – programmes sociaux qui ont grandement amélioré les conditions de vie des années Chávez – se concentrent désormais sur l'alimentation de la population. Selon un projet interuniversitaire, les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté atteignaient en février 2018 respectivement 87 % et 61,2 % des foyers. Le pouvoir d'achat des salariés est réduit à néant sous l'effet d'une hyperinflation exponentielle. Le « salaire intégral » (salaire minimum augmenté des tickets-restaurants, qui représentent 60 % de ce dernier), ne permettait en mai 2018 d'obtenir que 9 % du panier alimentaire mensuel, malgré des revalorisations pluriannuelles depuis 2009.

Selon les données du Fonds monétaire international (FMI), le taux d'inflation était de 112 % en 2015, 254 % en 2016, 1 090 % en 2017, et il devrait atteindre 13 860 % en 2018. La crise sociale de très grande ampleur a conduit à l'exode en direction des pays frontaliers. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il concernerait 1,6 million de personnes.

Selon la Banque mondiale, l'économie vénézuélienne est en récession pour la cinquième année consécutive (-3,9 % en 2014, -8,2 % en 2015, -16,1 % en 2016, -14,5 % pour les estimations de 2017, -14,3 % pour les prévisions pour 2018). Pour comprendre cet effondrement économique, il faut revenir sur les structures productives du pays. Depuis la découverte de l'or noir voici près d'un siècle, celui-ci représente la quasi-totalité de ses exportations. Si Hugo Chávez a réussi à reprendre le contrôle de l'industrie pétrolière lors de la tentative de paralysie de l'économie de décembre 2002-2003, et s'il a redistribué une partie des richesses aux plus modestes, il n'est en revanche pas parvenu à diversifier les sources de revenu du pays. L'économie vénézuélienne a donc subi de plein fouet la chute des cours du pétrole depuis l'été 2014. La rente pétrolière a également diminué du fait du mauvais état des installations pétrolières, et de la corruption régnant au sein de Petróleos de Venezuela SA (PDVSA), l'entreprise publique. Alors qu'elle fournissait 3,2 millions de barils de pétrole par jour en 2008, sa production n'était plus que de 1,9 million de barils par jour en 2017.

Le gouvernement Maduro a affirmé le maintien du paradigme extractiviste, *via* le décret dit de « l'Arc minier de l'Orénoque », déclarant 112 000 km² – soit 12 % du territoire national – « zone économique de développement national ». Cette déclinaison vénézuélienne de la « zone économique spéciale » chinoise permet de déroger à l'impôt, au droit du travail, à celui de l'environnement et à celui de la préservation de l'habitat des communautés indigènes. Cette zone est confiée à des dizaines de multinationales pour l'exploitation de divers minéraux.

Un effondrement monétaire

Un autre phénomène concourt à la crise économique : l'effondrement de la monnaie. Depuis près de quinze ans, les grandes entreprises détournent le contrôle des changes avec la complicité de hauts fonctionnaires par des surfacturations d'importations, ou des demandes de dollars subventionnés pour des importations non réalisées, avec la complicité du gouvernement. Des économistes font état d'une fuite de dizaines de milliards de dollars par ce biais. Le taux de change officieux du bolivar pour un dollar est passé de 10 en août 2012 à plus de 3 500 000 en juillet 2018. Les réformes monétaires du gouvernement ne sont pas parvenues à enrayer le phénomène : le taux de change le plus subventionné a disparu tardivement en février 2018, mais la différence entre taux de change officiel et officieux avec le dollar est de 1 à plus de 30. Une cryptomonnaie, le pétro, a été créée, garantie sur les ressources pétrolières du pays toujours plus hypothéquées ; des pièces et billets nouveaux, avec cinq zéros de moins, mieux adaptés à la valeur actuelle du bolivar seront mis en circulation en août 2018... Pour l'heure, ces mesures n'ont pas réussi à enrayer le cycle de l'hyperinflation.

Une crise à dimension internationale

En août 2017, Washington a interdit aux entreprises et citoyens américains de contracter de nouvelles obligations à l'égard de l'État vénézuélien ou de PDVSA – prêts dont Nicolás Maduro aurait pourtant cruellement besoin. La dette de l'État vénézuélien est en effet estimée entre 100 et 150 milliards de dollars, alors que les réserves en devises ont fondu de 43,1 milliards de dollars en 2008 à 10 milliards en 2017. En novembre 2017, les agences de notation Standard & Poor's et Fitch ont déclaré l'État vénézuélien et PDVSA en « défaut partiel de paiement ».

Au-delà de l'hostilité historique de l'Oncle Sam au gouvernement chaviste, la plupart des États de l'hémisphère américain sont désormais hostiles à Nicolás Maduro, plusieurs d'entre eux ayant récemment porté à leur tête des coalitions conservatrices. Regroupés dans le groupe de Lima, douze de ces États, dont le Canada, le Mexique, la Colombie, l'Argentine et le Brésil ont condamné une « rupture de l'ordre démocratique » – quoique certains soient loin d'être exemplaires sur le sujet –, et pris parti pour l'Assemblée nationale contre l'Assemblée nationale constituante. Dans le même sens, fin 2017, l'Union européenne (UE) a adopté contre le Venezuela un embargo sur les armes susceptibles d'être utilisées à des fins de répression interne, un gel des avoirs de dirigeants vénézuéliens, et octroyé le prix pour la liberté de pensée à l'opposition. Ces prises de position ont des conséquences concrètes : les États-Unis, le groupe de Lima et l'UE ne reconnaissent pas la légitimité de l'Assemblée nationale constituante, ni celle de l'élection présidentielle de mai 2018.

À l'inverse, la Bolivie, le Nicaragua, Cuba et quelques îles caribéennes soutiennent le gouvernement Maduro. La Chine a vu sa part augmenter dans le commerce avec le Venezuela d'une dizaine de points, aux dépens des États-Unis, qui demeurent, paradoxalement, le principal client et fournisseur du pays. La Russie a accepté de rééchelonner une partie de sa dette. Ces gouvernements reconnaissent la légitimité de l'Assemblée nationale constituante, et la récente élection présidentielle.

Nicolás Maduro est réélu pour six ans, mais l'ampleur et la complexité d'une crise multiforme (politique, économique, sociale) empêche d'imaginer une quelconque stabilité pour les années à venir. Les marges de manœuvre politiques et économiques sont désormais réduites, les conditions de vie des Vénézuéliens très dégradées, et la production nationale très affaiblie. La solution à la crise ne saurait être trouvée à court terme.

T. P.

Pour en savoir plus

- J. Corrales, « La crise électorale au Venezuela », *Les Études du CERI*, n° 233-234, janvier 2018.
- T. Posado, « Le Venezuela peut-il sortir de l'impasse ? », *Politique étrangère*, vol. 83, n° 1, printemps 2018.
- T. Posado (dir.), « Le Venezuela en crise : entre polarisation politique aiguë et effondrement du mode de développement », *IdeAs. Idées d'Amérique*, vol. 10, automne 2017/hiver 2018.

